

Observatoire d'information économique Saint-Pierre et Miquelon Note de conjoncture 2014 Saint-Pierre et Miquelon



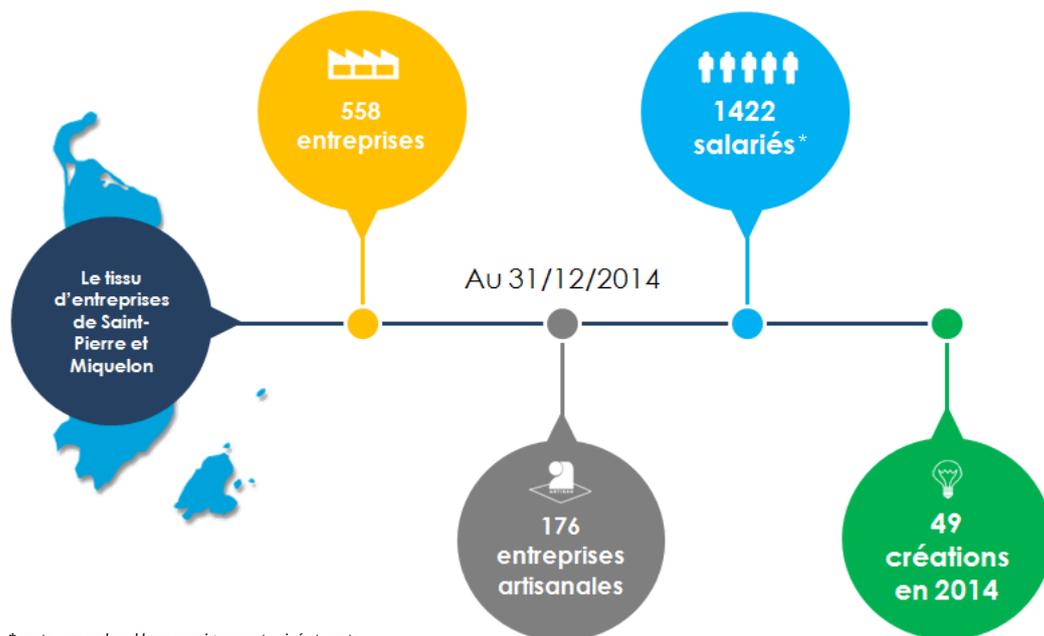
n° 2 Juin 2015

Initié en 2012 par la CACIMA, puis conjointement avec la Préfecture, le Conseil Territorial ainsi que les Mairies de Saint-Pierre et de Miquelon, l'observatoire économique de l'Archipel est un outil de veille économique et d'aide à la décision qui s'adresse à toutes celles et ceux qui souhaitent entreprendre et mener des actions de développement sur ce territoire.

A cette fin, ce document présente les grandes tendances observées au niveau de l'activité des entreprises, de l'emploi, de la démographie et des dynamiques locales. Un focus particulier a été réalisé sur l'évolution de plusieurs secteurs d'activité qui sont au cœur de l'économie de Saint-Pierre et Miquelon.

Pour collecter cet ensemble de données, la CACIMA a signé des conventions avec de nombreux institutionnels locaux : CPS, Pôle Emploi, Gestélia, la Mairie de Saint-Pierre et le CRT.

Cette collaboration, ainsi que l'agrégation des données avec des enquêtes d'opinion, contribue à enrichir ce document et à proposer des informations économiques plus pertinentes.



* secteur marchand hors enseignement privé et poste.

2014 : Une conjoncture bien orientée qui tarde à se matérialiser sur le terrain malgré des signaux positifs

En 2014 l'économie de l'archipel semble se situer dans une phase de reprise timide caractérisée par des indicateurs contrastés. Cette reprise a par ailleurs du mal à se matérialiser sur le terrain et les entrepreneurs ont tendance à tenter de maintenir leur trésorerie après plusieurs années difficiles.

Si le nombre de demandeurs d'emploi mensuel a plusieurs fois atteint son niveau le plus bas depuis de nombreuses années, la situation reste fragile. En effet, au regard de ce qu'ont exprimé les dirigeants dans le baromètre d'opinion 2014, il semble compliqué d'imputer cette dynamique au niveau d'activité du secteur privé.

En ce qui concerne les volumes d'activité, le bilan est similaire : les dirigeants indiquent globalement une stabilité. Cependant, les crédits d'investissement ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2013. Cet indicateur reste pourtant marqué par de fortes disparités sectorielles.

Par ailleurs, dans l'enquête CACIMA menée auprès de 112 chefs d'entreprises, les prévisions pour 2015 ont été légèrement meilleures que l'an dernier (p.8 à 11). Pourtant, les dirigeants ont également mis en évidence un mouvement d'effritement des marges qui limite leur capacité de manœuvre.

La dynamique de création d'entreprises sur l'archipel a ralenti (-38%). Cependant, ce recul a été compensé par celui des radiations (supérieur à 50%) qui marque un retour à la normale après une année 2013 record. Au final, le nombre d'entreprises immatriculées a progressé de 3.9% (soit 558 entreprises).

De son côté, la balance commerciale s'est légèrement améliorée. Mais ce phénomène est en grande partie dû à la chute des cours des produits pétroliers couplée à celle des volumes importés également en diminution. Les exportations sont tombées à un niveau proche de leur plus bas historique soit 1.5M€ ce qui représente une chute de 25%. Parallèlement, les débarquements de produits de la mer à Terre-Neuve ont reculé de 28% en valeur.

La démographie des entreprises

Les créations et radiations d'entreprises

L'année 2014 a été marquée par deux phénomènes :

- o la **diminution** de **38%** du nombre de **créations** soit **49** entreprises créées.
- o la **diminution** de plus de **50%** du nombre de **radiations** soit **20** actes enregistrés.

Par conséquent, **le nombre d'entreprises** a progressé de **+3,9%** en 2014.

Démographie des entreprises



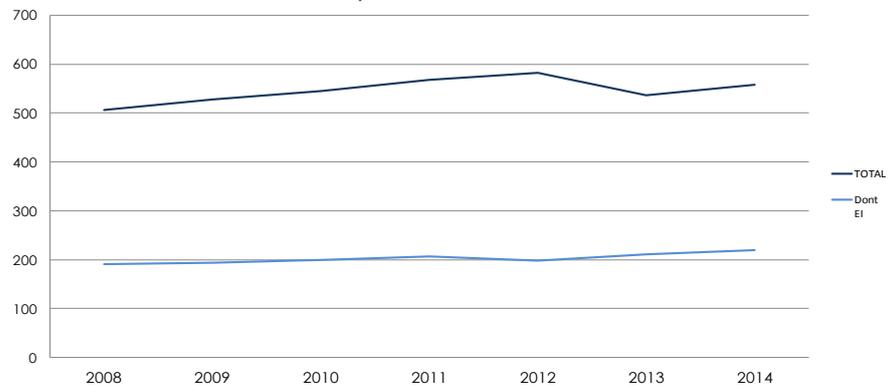
CREATIONS 2013 **79**
2014 **49** **-38%**

RADIATIONS 2013 **46**
2014 **20** **-56,5%**



95% des radiations de 2014 ont concerné des Entreprises Individuelles. Une majorité d'entre elles ne sont pas dues à des causes économiques mais personnelles.

Entreprises imatriculées au CFE



Le taux de survie des entreprises

GLOBAL	1 AN	3 ANS	5 ANS
Entreprises créées en 2009	94%	90%	81%
Entreprises créées en 2011	85%	73%	x
Entreprises créées en 2013	80%	x	x

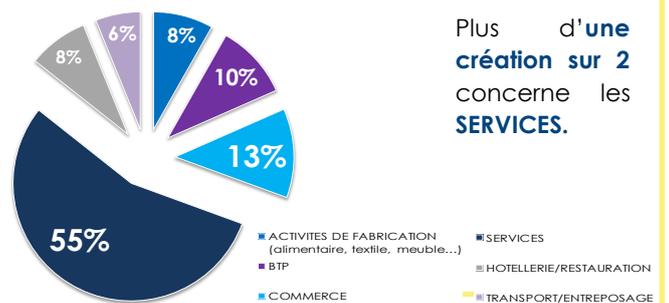
50% c'est le taux de survie des entreprises à 5 ans au niveau national.

EI	1 AN	3 ANS	5 ANS
Entreprises créées en 2009	81%	81%	73%
Entreprises créées en 2011	75%	61%	x
Entreprises créées en 2013	73%	x	x



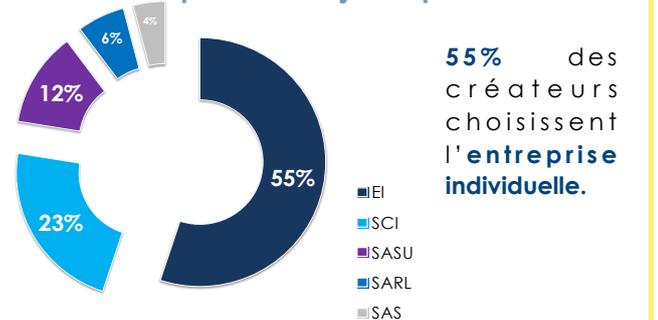
Les entreprises individuelles ont un taux de survie à un, trois et cinq ans qui peut aller jusqu'à **13 points de déficit** par rapport au taux global. Cela s'explique car elles concernent souvent des projets d'envergure moindre ou encore un moyen de tester son activité pour l'entrepreneur (qui garde parfois une activité salariée).

La création par activités



Plus d'une **création sur 2** concerne les **SERVICES**.

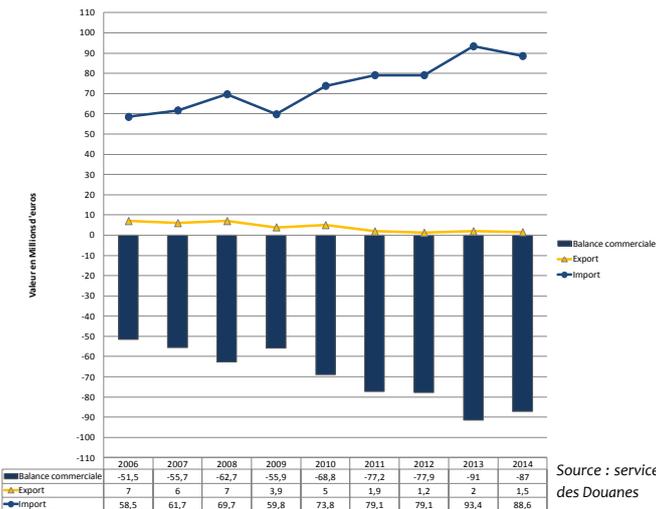
La création par formes juridiques



55% des créateurs choisissent l'**entreprise individuelle**.

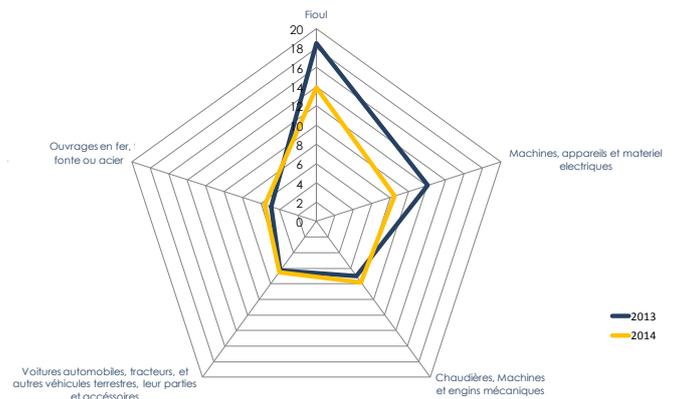
Le commerce extérieur

Les exportations ont **reculé de 24%** cette année pour s'établir à **1.5M€** (en dehors des débarquements de produits de la mer au Canada). L'export des produits de la mer a continué sur sa dynamique de contraction : après une **chute de quasiment 30% en valeur 2013 (malgré des volumes en hausse) elle ont diminué de 41% cette année**. C'est d'autant plus inquiétant que la valeur des stocks débarqués au Canada s'est également affichée en fort recul (cf ci-dessous). Le reste des exportations est constitué par l'envoi de déchets métalliques au Canada pour environ 1M€.



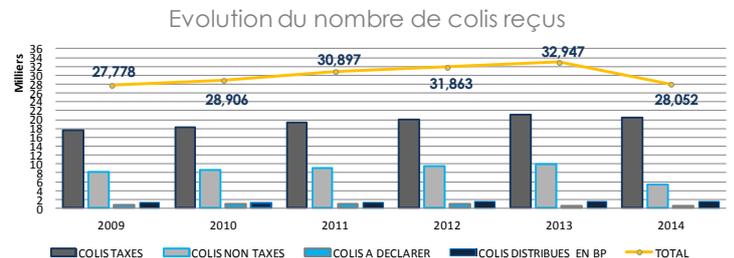
Le nombre de colis réceptionnés par la poste a **subi une forte chute en 2014 (-15%)**. Cependant, cette diminution n'est **pas imputable à un ralentissement du trafic** mais à des problèmes de fret survenus au mois de décembre. Par conséquent une bonne partie des colis est parvenue sur l'archipel au mois de janvier 2015. Sans ces facteurs exogènes, on peut estimer que la courbe **aurait suivi son rythme de croissance habituel (3 à 4%)**. (source : La Poste)

Evolution des 5 premiers postes d'import (en M€)

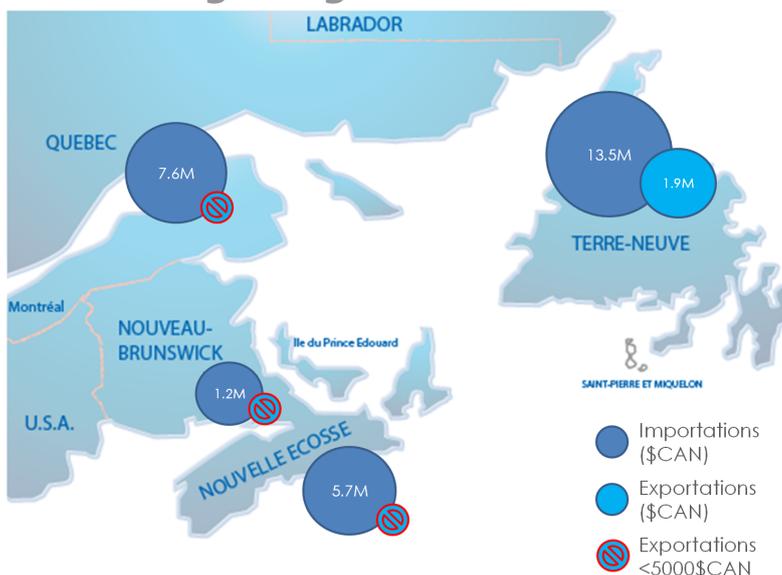


Même si elle reste très largement négative, la balance commerciale de l'archipel s'est légèrement améliorée en 2014 pour s'établir à **-87M€**. Ceci est principalement **imputable à la diminution des importations de fioul (-14% en volume)**. Cette baisse a été d'autant plus forte en valeur **(-25%)** car elle a été amplifiée par la chute des cours. Cette dynamique a par ailleurs été renforcée par une **baisse de 30% en valeur des importations de machines et matériel électrique** (fin du chantier EDF et moins d'équipement pour le CHFD).

Les importations de **produits alimentaires** sont quant à elles restées **relativement stables (-1.2% à 16M€)**.



Les échanges régionaux (Canada Atlantique et Québec)



Les débarquements de produits de la mer à Terre-Neuve (bien que non comptabilisés dans les statistiques douanières françaises) **constituent 99.5% du commerce extérieur de Saint-Pierre et Miquelon vers le Canada**.

En 2014, ils se sont affichés **en recul de 28%** pour s'établir à **1.9M\$CAN**. Cette diminution s'explique par une saison de pêche artisanale qui a été particulièrement morose. (cf. p.12)

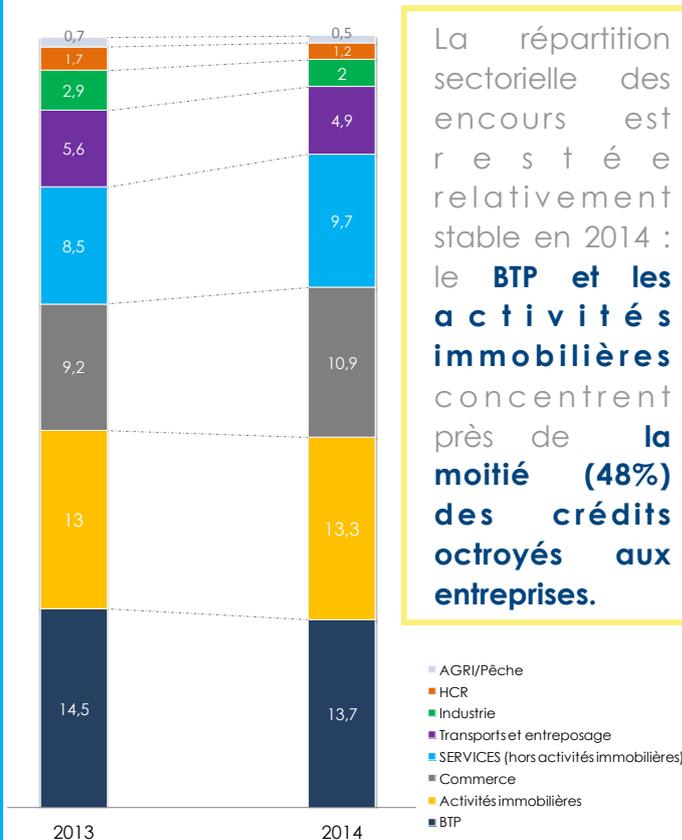
Le financement des entreprises

Le montant global des crédits aux entreprises est resté **stable en 2014 (56.3M€ soit +0,4%** pour les crédits mobilisés et mobilisables). Cependant, les évolutions ont été variables en fonction des secteurs d'activité concernés : les crédits octroyés ont **reculé** dans le **BTP (-5,7%)**, **l'agriculture et la pêche (-30,5%** mais le montant est marginal : 0,5M€), le **transport (-12,1%)**, **l'hôtellerie-restauration (-26,1%)** et dans **l'industrie (-32,7%)** tandis qu'ils ont **progressé** dans le **commerce (+17,8%)**, les **services (+14,1%)** —portés par le secteur « information communication » qui a progressé de 45,7% alors que les autres activités du secteur ont régressé— et les **activités immobilières (+2.5%)**.

Le montant des **crédits de trésorerie** a **stoppé sa progression** entamée en 2011 et s'est affiché en **recul de 32% à 2,3M€**.

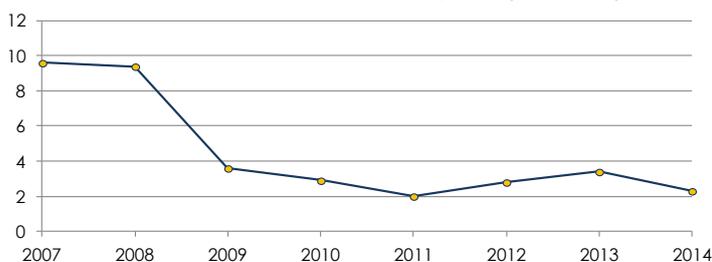
Les **crédits d'investissement** se sont eux **établis au plus haut montant** observé depuis de très nombreuses années : **29,5M€ soit une progression de 8%**.

Les encours de crédits par secteur d'activité (en M€)

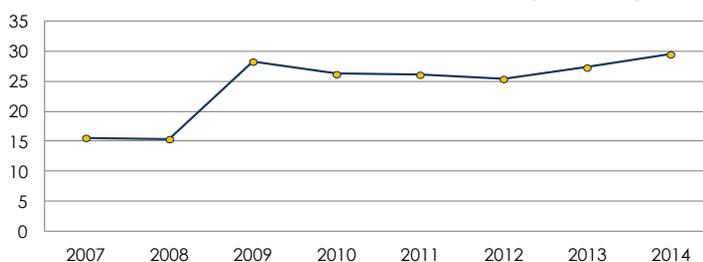


La répartition sectorielle des encours est restée relativement stable en 2014 : le **BTP et les activités immobilières** concentrent près de **la moitié (48%) des crédits octroyés aux entreprises**.

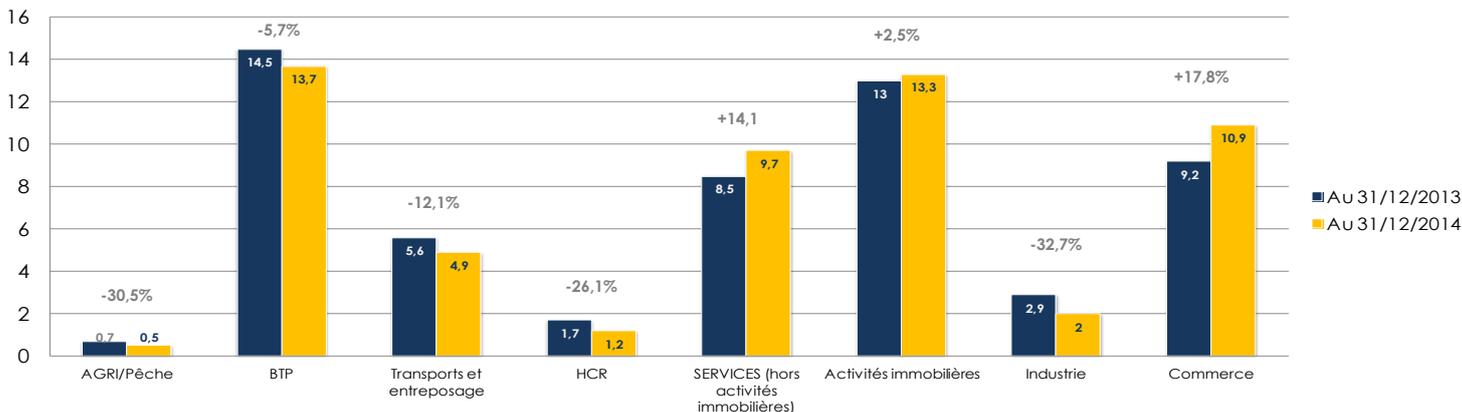
Crédits de trésorerie aux entreprises (au 31/12)



Crédits d'investissement aux entreprises (au 31/12)



Montant des encours totaux par secteur au 31/12/2013 (en millions d'euros)



Source : IEDOM

Le baromètre des dirigeants

Méthodologie

L'enquête terrain a été menée par la CACIMA via un outil de sondage en ligne puis dans un second temps par téléphone et sur le terrain afin d'affiner l'échantillon et s'assurer de sa représentativité.

L'échantillon :

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 112 chefs d'entreprises.

La représentativité de cet échantillon a été assurée par la méthode des quotas, selon les critères de secteur d'activité et de taille de l'entreprise.

Les secteurs d'activité :

Commerce : alimentaire et non-alimentaire.

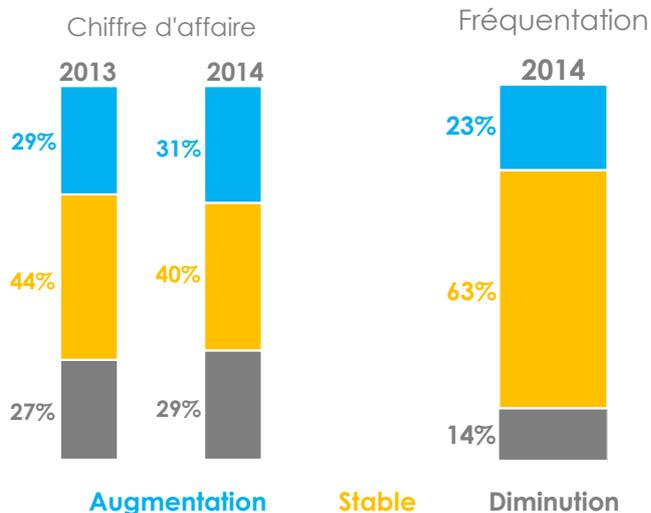
HCR : hôtellerie et hébergements, cafés/bars et restaurants.

BTP : bâtiment et travaux publics.

Services : services aux entreprises et à la personne hors SCI.

Ces secteurs ont été retenus car ils représentent la majeure partie à la fois de l'activité économique marchande du territoire mais également des emplois du secteur privé. La pêche et l'agriculture sont traitées à l'aide d'autres indicateurs.

L'activité des entreprises : une très légère reprise qui a du mal à se répercuter sur le résultat net et les marges



En 2014, une grande partie des chefs d'entreprises estime avoir réalisé un chiffre d'affaires (40%) et un résultat net (46%) stables.

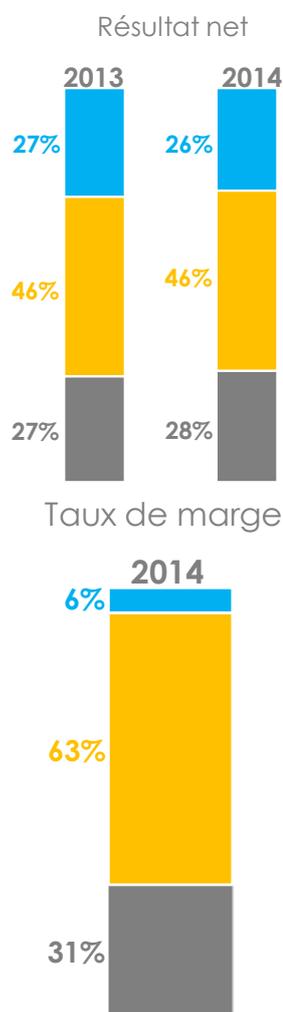
Par ailleurs, **plus de 30%** des chefs d'entreprise

interrogés estiment que leur **chiffre d'affaire a augmenté**. Ce chiffre est légèrement supérieur à la part de ceux qui ont mentionné une diminution (29%).

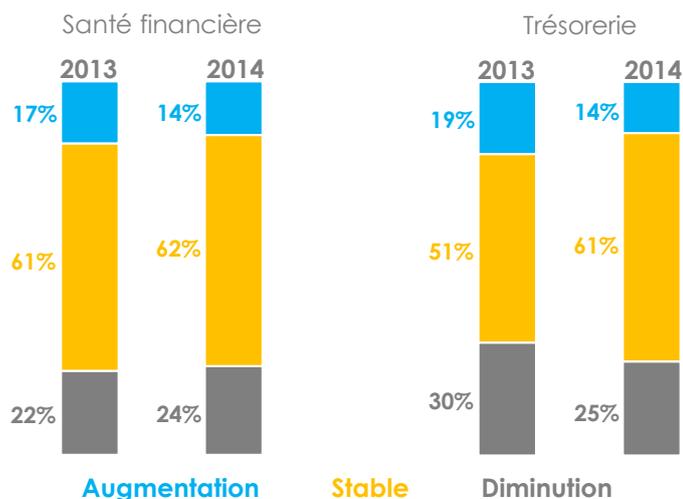
En matière de **fréquentation**, les entreprises concernées (commerce, HCR et une partie des entreprises de services) ont indiqué une stabilité à 63%. Malgré tout, **près d'un quart des sondés (23%) indiquent que la fréquentation de leur établissement a augmenté en 2014** ce qui est relativement encourageant. A noter que **pour les entreprises à carnet de commande** (BTP principalement), **ce constat a été beaucoup plus nuancé**.

Logiquement, cette répartition est relativement proche en ce qui concerne le résultat net. Pourtant, la part des entreprises qui estiment que la situation **s'est dégradée a légèrement augmenté**. En effet, **près d'un tiers des chefs d'entreprises estiment que leur résultat net a diminué en 2014 (28%)**.

Ce phénomène peut s'expliquer par **le mouvement de dégradation des marges qui semble toucher une partie importante (31%) des entreprises de l'archipel**. Cependant, c'est **le constat de stabilité qui a été largement majoritaire (63%)** en ce qui concerne cette thématique. A noter, **un nombre très faible d'entreprises (6%) semble être en mesure d'améliorer leurs marges** dans un contexte de marché en vase clos et restreint au sein duquel la concurrence est relativement forte dans la majorité des activités.



La santé financière : dégradation malgré le léger ralentissement des baisses de trésorerie



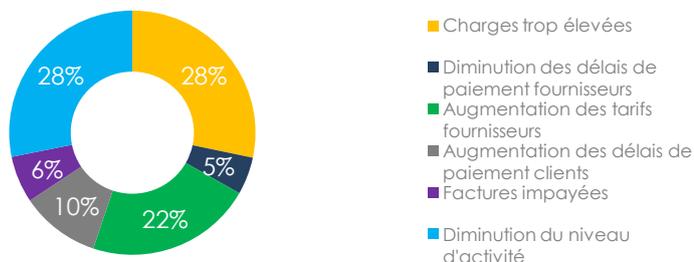
En ce qui concerne la santé financière globale des entreprises (rentabilité, capacité d'autofinancement, endettement...) **les chiffres se sont légèrement détériorés en 2014** : la part des dirigeants qui estiment **qu'elle s'est dégradée a augmenté de 2 points pour s'établir à 24%** et celle de ceux qui **estiment qu'elle s'est améliorée a chuté de 3 points (14%)**.

Cependant, il faut nuancer ce constat : en effet en ce qui concerne la trésorerie, les difficultés constatées en 2013 sont devenue légèrement moins prégnantes (-5 points) même si **un quart des entreprises estiment que leur trésorerie s'est dégradée**. Malgré ces difficultés, **ce phénomène inquiétant semble avoir ralenti** : **61% des chefs d'entreprises estiment que leur trésorerie est restée stable soit une progression de 10 points par rapport à 2013**. La situation ne s'améliore pas pour autant : la part des entreprises qui **estiment que la situation s'est améliorée a chuté de 4 points pour s'établir à 14%**.

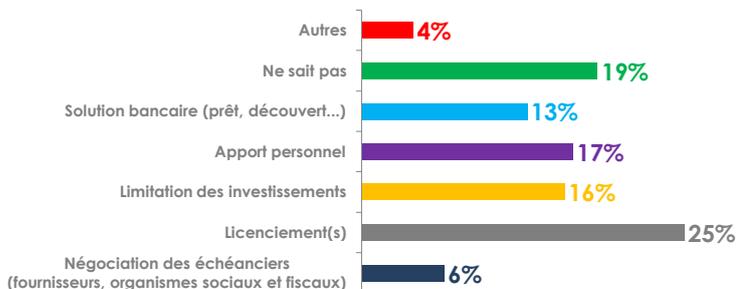
Logiquement, les entreprises qui voient leur activité diminuer sont celle qui subissent des dégradations de trésorerie, c'est d'ailleurs la cause la plus mise en avant par les dirigeants (**ainsi que les charges trop élevées**) pour expliquer ce phénomène (**28%**). Arrive ensuite **l'augmentation des tarifs fournisseurs (22%)**.

Plus inquiétant, la première solution envisagée par les dirigeants confrontés à cette situation consiste à **procéder à des licenciements (25%)**. La seconde réponse évoquée a été **« ne sait pas » (19%)**, ce qui illustre bien le désespoir des chefs d'entreprise confrontés à des difficultés de trésorerie.

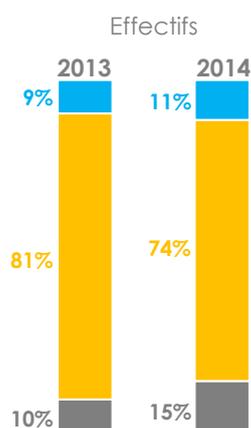
Les causes de dégradation de la trésorerie



Les solutions envisagées pour remédier aux difficultés de trésorerie



Les effectifs : une stabilité fragile

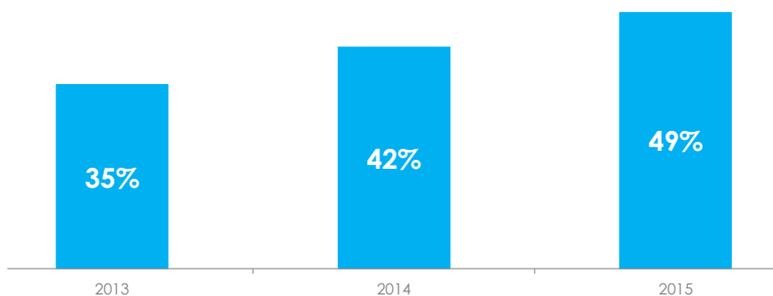


En matière d'effectifs, c'est le **constat de stabilité qui prédomine largement (74%)**. Pourtant, les chiffres se sont légèrement dégradés par rapport à 2013. En effet, la part des dirigeants qui affirment avoir procédé **à des réductions d'effectif a progressé de 5 points pour s'établir à 15%** et celle des répondants qui ont **conservé le même niveau d'effectif a chuté de 7 points**. Cependant, la part des dirigeants qui a **procédé à des recrutements a également progressé** mais dans une moindre mesure : **+ 2 points**. Au regard des bons chiffres de l'emploi sur l'archipel (cf. p13), il semble que ces mouvements de **recrutement aient été les plus importants en nombre de postes**.

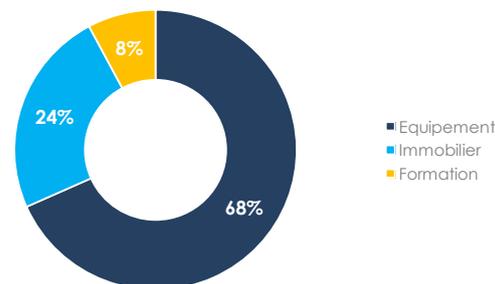
A noter, parmi les entreprises qui recrutent, **une sur deux déclare rencontrer des difficultés à trouver du personnel**.

L'investissement et les perspectives 2015 : une dynamique positive

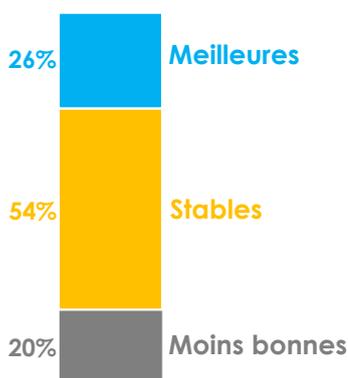
Part des entreprises ayant investi



Les domaines d'investissement



Perspectives pour 2015



Malgré un nombre important d'entreprises qui subissent des **difficultés financières** couplées à des possibilités de manœuvre quasi-nulles sur des marges qui s'effritent, **la dynamique d'investissement a continué sa progression** pour atteindre **49% en 2015**. Cela s'explique par des **perspectives 2015 moins pessimistes** (plus d'un chef entreprise sur quatre fait des prévisions positives), des résultats encourageants en terme de fréquentation ainsi qu'une partie des indicateurs macro-économiques bien orientés (cours des hydrocarbures, taux de chômage, consommation, léger rebond de la fréquentation touristique notamment). Malgré tout, **cette conjoncture bien orientée n'a pas encore eu de répercussions sur le chiffre d'affaire et le résultat net des entreprises**. A noter, le constat fait dans l'enquête CACIMA dissimule des disparités sectorielles relativement importantes sur lesquelles il semble utile de donner quelques détails.

Des disparités sectorielles importantes

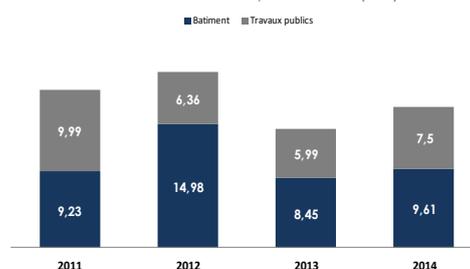


Le BTP : un bilan morose

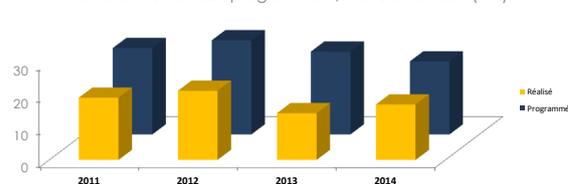
Activité (CA, carnet de commande)	→
Marges	→
Santé financière et trésorerie	→
Effectifs	→
Difficultés de recrutement	+
Investissement	→
Perspectives 2015	→

Malgré un rebond de la commande publique réalisée (+18.5%), les chefs d'entreprise du BTP ont été **les plus pessimistes dans leurs analyses de l'année 2014**. En effet, le montant des travaux programmés qui permet aux dirigeants d'avoir des perspectives plus claires à court terme **a continué sa diminution (-11,8%)**. Les soldes d'opinions négatives ont été les plus élevés sur l'ensemble des thématiques abordées dans le baromètre (activité, santé financière, effectifs, perspectives) avec **parfois un écart allant jusqu'à plus de 30 points par rapport aux autres secteurs**. Un constat particulièrement alarmant a été fait sur le chiffre d'affaire, le résultat net et les marges : **plus d'une entreprise sur deux estime qu'elles se sont dégradées en 2014**. Seul point positif, la part des entreprises ayant des investissements en cours est supérieure à la moyenne.

Commande Publique réalisée (M€)



Différentiel travaux programmés / travaux réalisés (M€)



Source : Observatoire de la commande publique



Les SERVICES : des difficultés subsistent mais la sortie de crise se profile

Activité (CA, fréquentation)	→
Marges	→
Santé financière et trésorerie	→
Effectifs	→
Difficultés de recrutement	--
Investissement	→
Perspectives 2015	→

Les chefs d'entreprises du secteur des services ont fait un **bilan légèrement meilleur** que celui de l'ensemble des entreprises pour l'année 2014, notamment en terme de volume d'activité (CA et fréquentation).

Pourtant, le solde d'opinion relatif au résultat demeure négatif. En effet, à l'image de l'ensemble de l'économie, le secteur reste **confronté à problématiques de marges qui pèsent sur la santé financière et la trésorerie des entreprises.**

Point positif, selon les dirigeants, **les problématiques de recrutement sont moins récurrentes** dans le secteur qui affiche d'ailleurs **le solde d'opinion positives le plus important en matière d'effectif.**

Enfin, le secteur se situe **dans la moyenne en matière d'investissement** et il a affiché **le meilleur solde d'opinions positives en matière de perspectives pour 2015.**



L'HOTELLERIE RESTAURATION : des perspectives qui s'améliorent légèrement malgré une santé financière toujours fragile

Activité (CA, fréquentation)	→
Marges	→
Santé financière et trésorerie	→
Effectifs	→
Difficultés de recrutement	=
Investissement	→
Perspectives 2015	→

Les dirigeants du secteur HCR sont ceux qui ont fait le **meilleur bilan de l'année 2014 en matière de volume d'activité et de résultat net**, ce qui semble être imputable à la progression de la fréquentation de croisiéristes. En matière de marges, **malgré un solde d'opinion qui demeure négatif**, le constat a été moins alarmiste que celui fait par les autres secteurs.

Pourtant, selon les chefs d'entreprises, le secteur est également confronté à des **difficultés de trésorerie légèrement supérieures à la moyenne** malgré une **santé financière globale** qui semble s'être **maintenue en 2014.**

Le secteur a affiché les **taux les plus faibles en matière d'investissement.**

En terme d'effectif, malgré des difficultés de recrutement qui se situent dans la moyenne, **le solde d'opinion des dirigeants a été négatif.**

Enfin, **les prévisions pour 2015 ont affiché un solde d'opinion positives supérieur à la moyenne de 3 points.**

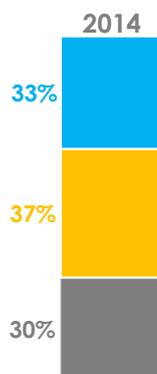


Le COMMERCE : une situation difficile pour un grand nombre d'entreprises

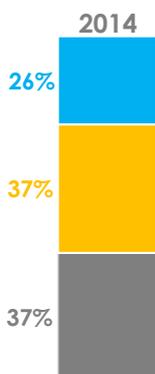
Avec **104 entreprises pour 332 salariés** en 2014, le commerce est un secteur clé de l'économie locale qui est, en alternance avec le BTP, le **second pourvoyeur d'emploi du secteur privé sur l'archipel**.

Augmentation Stable Diminution

Chiffre d'affaire



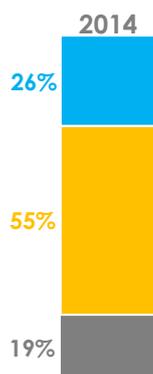
Résultat net



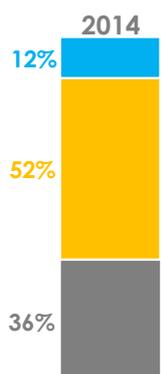
Malgré des résultats relativement encourageants en terme de fréquentation (26% des chefs d'entreprises interrogés ont estimé qu'elle avait augmenté en 2014 contre 19% pour la diminution), le **léger surplus d'activité semble ne s'être que très légèrement répercuté sur le chiffre d'affaire** des commerçants (33% estiment qu'il a augmenté contre 30% pour la diminution).

Par ailleurs, en ce qui concerne le **résultat net**, le constat fait par les dirigeants est relativement mauvais : en effet, si **26% des dirigeants estiment qu'il a augmenté en 2014, 37% estiment qu'il a diminué**.

Fréquentation



Taux de marge



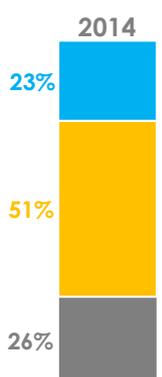
Le commerce semble **avoir beaucoup de mal à sortir des difficultés financières et problématiques de trésorerie** dans lesquelles il est empêtré : respectivement **26 et 30% des dirigeants estiment que leur trésorerie et leur santé financière s'est dégradée en 2015**.

Les chefs d'entreprises confrontés à des difficultés de trésorerie mettent en avant la diminution **du niveau d'activité à 23%** puis des tensions sur **les délais de paiement clients et fournisseurs à 18% pour expliquer ces difficultés**.

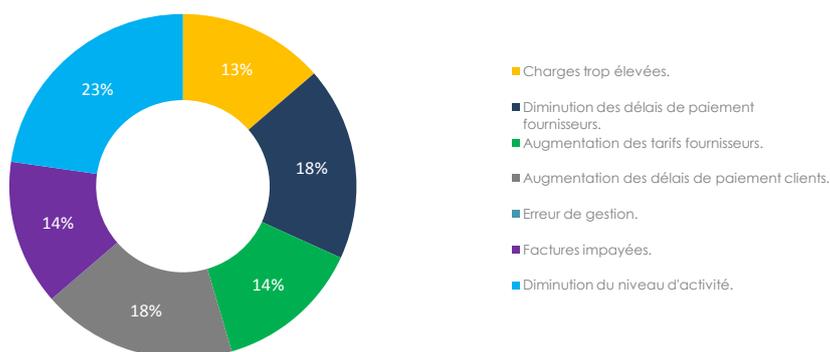
Santé financière



Trésorerie



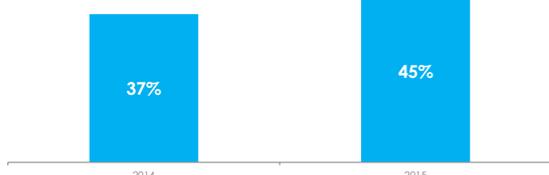
Les causes de dégradation de la trésorerie

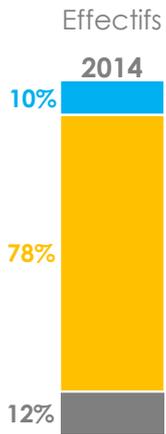


Ceci est d'autant plus alarmant que parallèlement, **les marges continuent leur effritement** pour une nombre très élevé d'entreprises (**36%**).

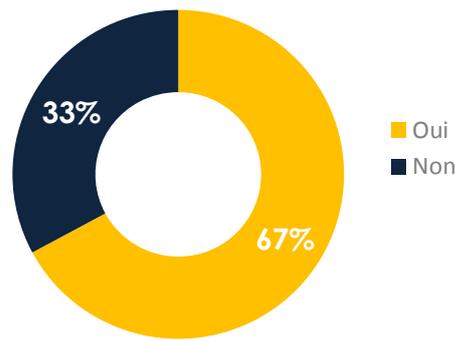
Pourtant, à l'image des autres secteurs, **la part des entreprises ayant investi à progressé de 8% en 2015** pour atteindre 45%.

Part des entreprises ayant investi



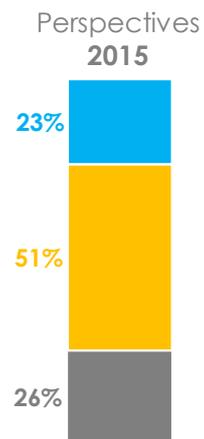


Difficultés de recrutement



En matière d'**effectifs**, le secteur se situe dans la moyenne de l'ensemble des entreprises interrogées : c'est **le constat de stabilité qui prédomine (78%)**. Malgré tout le solde d'opinion sur ce sujet s'est avéré négatif (- 2 points).

Par ailleurs, **67% des dirigeants ont dit être confrontés à des difficultés de recrutement**. C'est le secteur qui affiche les plus mauvais résultats en la matière.



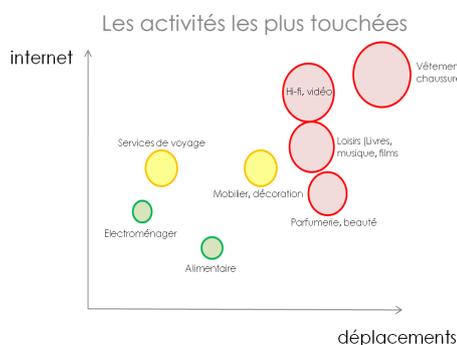
Sans surprise, le secteur à affiché un **solde d'opinion négatif de - 3 points en matière de perspectives pour 2015** (c'est le seul avec le BTP). Plus d'un chef d'entreprise sur quatre estime que l'année sera moins bonne que 2014. Malgré tout un sur deux estime qu'elle sera stable et 23% qu'elle sera meilleure.

Le commerce est un secteur qui malheureusement semble **crystalliser l'ensemble des difficultés subies par les entreprises de l'archipel** (marché restreint, difficultés de coûts de transport, recrutement, concurrence...) auxquelles viennent s'ajouter des difficultés spécifiques (évasion commerciale notamment).

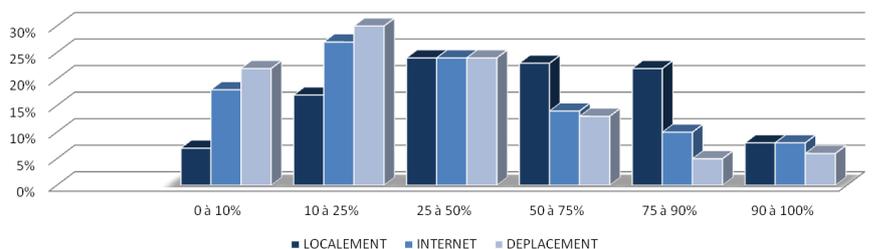
L'évasion commerciale

A l'image de nombreuse zones frontalières, le commerce de l'archipel subit de plein fouet les mouvements d'évasion commerciale qui sont d'autant plus inquiétants qu'ils se sont amplifiés avec le progrès continu du e-commerce. Les consommateurs qui déclarent avoir tendance **à toujours faire leurs achats sur internet ou par correspondance sont :**

- › **21%** pour les vêtements/chaussures ;
- › **13%** pour la hi-fi et les voyages ;
- › **17%** pour les produits culturels ;
- › **12%** pour les parfums/produits de beauté.



La répartition du budget non-alimentaire des ménages par mode de consommation



- **évasion régulière** : les consommateurs se fournissent de manière fréquente sur internet, par correspondance ainsi qu'a l'étranger.
- **évasion relativement fréquente** : le secteur subit une concurrence plus forte du e-commerce et des commerces étrangers
- **évasion modérée** : les clients consomment très régulièrement ces produits localement.

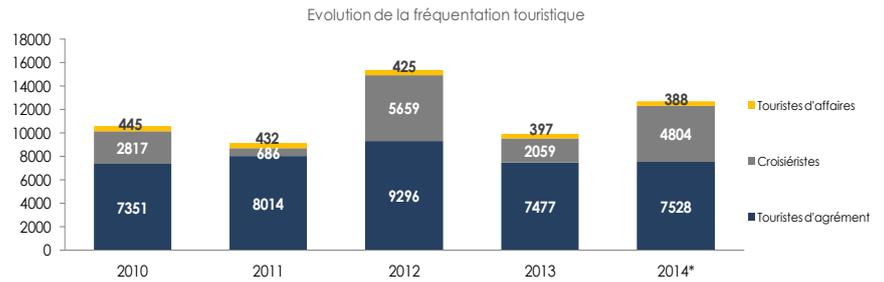
Le tourisme

Après une année 2013 en forte baisse, la fréquentation touristique 2014 a rebondi en 2014 (+28%) portée par un nombre de croisiéristes en forte progression (+133%). En effet, avec 4804 croisiéristes, 2014 s'est classée sur le podium des meilleures années depuis 2000.

Malheureusement, ce bon chiffre a été contrasté par la diminution de 2,3% du nombre de touristes d'affaires et la stabilité de celui des touristes d'agrément.

Au global, la saison s'est affichée en progression par rapport à 2013 et les chiffres de fréquentation semblent montrer que les efforts de structuration fait pour développer le tourisme de croisière commencent à porter leurs fruits.

A noter, le compte des touristes a été amputé des visiteurs métropolitains qui représentent entre 1700 et 2200 visiteurs chaque année (principalement pour du tourisme d'affaire).



*Suite à un changement de méthodologie dans les décomptes de la Police aux frontières, à partir de 2014, les chiffres sont désormais amputés des touristes métropolitains soit environ 1900 personnes en moyenne sur le 5 dernières années.

Le touriste type

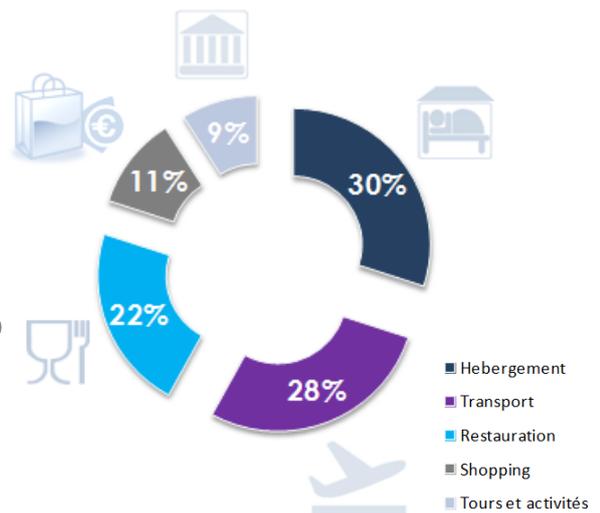


- Est **canadien (75%)**.
- Séjourne sur l'archipel **1 à 2 nuits (86%)**.
- Plutôt à l'**hôtel (62% des nuitées)**.
- A plus de **46 ans (73%)**.
- Voyage **en couple (57%)**.

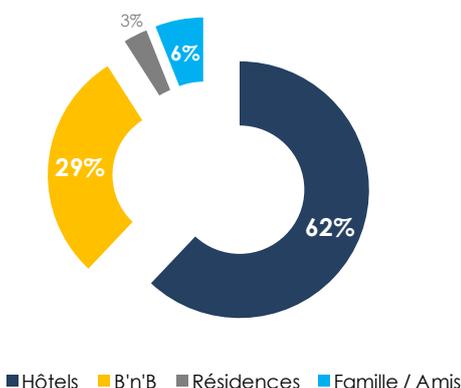
La répartition du budget des touristes

30% c'est la part des touristes qui visitent la péninsule de Burin qui en profitent pour visiter Saint-Pierre et Miquelon.

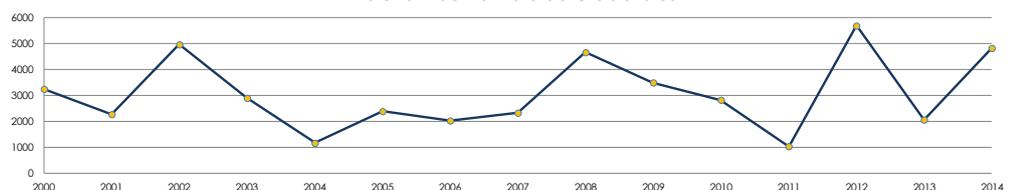
Source : Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador—2011.



Repartition des nuitées par type d'hébergement

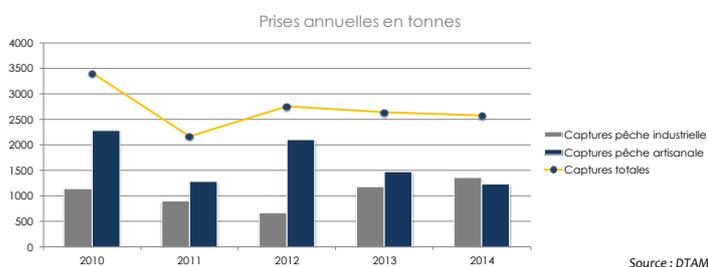


Evolution du nombre total de croisiéristes



La pêche

Pour la seconde année consécutive, le secteur a affiché un niveau d'activité en léger repli cette année. En effet, le recensement des prises indique une diminution de 2% du volume des captures. A l'image de l'année 2013, ce constat diverge pour les activités industrielles et artisanales : les captures industrielles ont progressé de 16% pour s'établir à 1359 tonnes tandis que celles de la pêche artisanale ont reculé de 17% pour s'établir à 1220 tonnes. **Ainsi, l'activité artisanale est tombée sous la barre symbolique de 50% des captures (47% contre 56% en 2013).**



Globalement, **la saison de pêche a été morose**. Seul un tiers du quota de crabe des neiges a été pêché, les captures de bulot ont subi une forte baisse et il n'y a pas eu de pêche du concombre de mer en 2014, les usines de Terre-Neuve n'ayant commencé à l'acheter qu'en décembre. Par contre, les captures de coquille Saint-Jacques se sont affichées en hausse. Concernant le homard et le saumon, l'année a été relativement stable.

Cette saison a également vu **les exportations diminuer de 45% en volume et de 35% en valeur**. Par conséquent, la part des prises destinées à l'export a continué sa chute : **5,2% en 2014 contre 9,2% en 2013**.

Export	Valeur (M€)	Evolution	Poids (T)	Evolution	Part à l'export
2012	1,22		308,1		11,2%
2013	0,79	-35,2%	243,9	-21%	9,2%
2014	0,51	-35,4%	134,1	-45%	5,2%

Par ailleurs, les débarquements effectués au Canada, qui représentent la majeure partie de l'activité artisanale se sont affichés **en recul de 28%** pour s'établir à **1.9M\$CAN**.

L'agriculture

L'année 2014 a été relativement stable pour les exploitants agricoles locaux. Le volume des principales productions maraîchères et animales a globalement maintenu son niveau. Cependant, un fait notable est à signaler : **la fermeture d'une exploitation a eu un impact important sur la production de volaille qui a fortement diminué** tout comme la production d'œufs (dans une moindre mesure).

Au niveau des surfaces exploitées, le constat est similaire, elles sont restées stables : 700 mètres carrés de serres froides, 1257 mètres carrés de serres chaudes et 12000 mètres carrés de cultures en plein champ.

Les parts de marché sont également restées stables dans leur ensemble. Elle se situent aux alentours de 10% pour les productions végétales et de 28% en moyenne en ce qui concerne les productions animales. Pourtant, elles affichent de **fortes disparités en fonction des productions et des saisons**. Par exemple, la part des œufs s'affiche à 64% (elle risque de diminuer suite à la fermeture de l'exploitation évoquée plus haut). Autre exemple, le fromage de chèvre arrive à atteindre des parts très élevées sur les périodes estivales.

Le constat est donc le même que l'an dernier, le secteur dispose d'un **marché captif sur lequel il est doté d'une marge de manœuvre relativement confortable en matière de part de marché** à conquérir. Le potentiel en matière de valorisation des productions est relativement intéressant mais le secteur **se heurte à des problématiques structurelles importantes** (agrément sanitaire, faible nombre d'exploitations, manque de porteurs de projet formés).

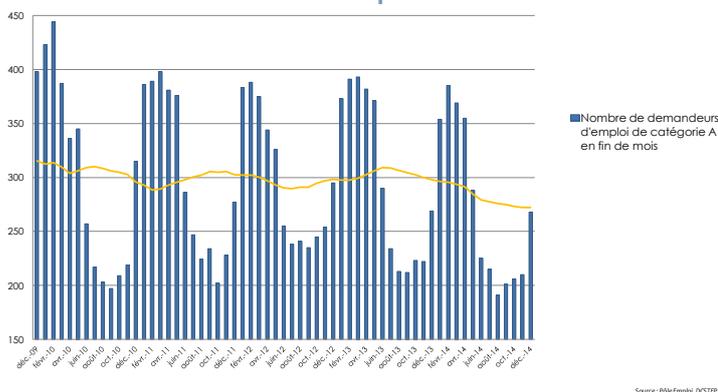
L'agriculture reste minoritaire dans l'activité économique de l'archipel avec 8 exploitations pour 11 emplois mais elle dispose d'un réel potentiel de croissance malgré le niveau de production globalement stable en 2014. Son développement permettrait notamment de réduire la dépendance alimentaire de l'archipel et de créer des emplois. Au final, à l'image de l'ensemble de l'économie, le secteur affiche des indicateurs contrastés et subit une tendance globale à la stagnation.

Dynamiques

L'emploi : une baisse modérée mais continue du chômage sur l'archipel

Après avoir connu une période de stabilité entre 2010 et 2013, le taux chômage **a poursuivi en 2014 sa diminution entamée au dernier trimestre 2013**. Cette baisse a été **d'ampleur relative mais continue**. La moyenne des DEFM de catégorie A et B à été de 272 contre 298 en 2013 soit une **diminution de 8,7%**. Les chiffres se sont affichés **en recul sur chacun des douze mois de l'année** avec des variations plus ou moins importantes (de -2% pour février à -22% pour les mois de mai et juin).

Les demandes d'emploi en fin de mois



Source : Pôle Emploi, DCSTEP

Autre signal positif, la barre des moins de 200 demandeurs d'emploi inscrits a été franchie au mois d'août (191 DEFM de catégorie A et B) ce qui n'était plus arrivé depuis 2010.

Cependant, cette tendance, même si elle semble s'inscrire dans la durée, **reste modérée puisqu'elle représente une diminution de moins d'un point du taux de chômage**.

Enfin, les dirigeants d'entreprises ont été **75% à estimer que leur effectif salarié a été stable en 2014** et 15% a mettre en avant une diminution contre 11% pour l'augmentation.

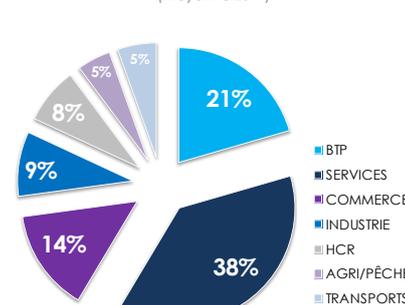
Le chômage en 2014 au Canada Atlantique :

- Terre-Neuve-et-Labrador : **11,9% (+1,1)**
- Île-du-Prince-Édouard : **10,6 % (-0,9)**
- Nouvelle-Écosse : **9 % (-0,2)**
- Nouveau-Brunswick : **9,9 % (+0,2)**

Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif. En effet le Canada utilise des modes de calcul différents de ceux utilisés en France.

Cette année encore, **la demande a semblé être en adéquation avec l'activité économique de l'archipel** et avec la répartition des entreprises par secteur. Les services, le BTP et le commerce ont concentré respectivement **38, 21 et 14% de la moyenne annuelle des DEFM de catégorie A,B et C**.

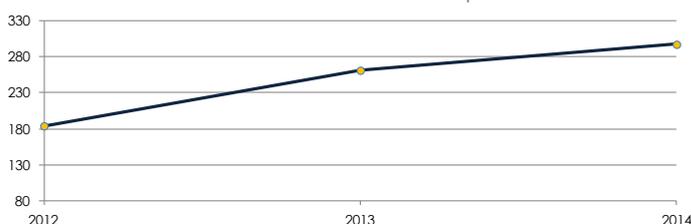
Repartition des DEFM par secteur (moyenne 2014)



Source : DCSTEP/ Pôle Emploi

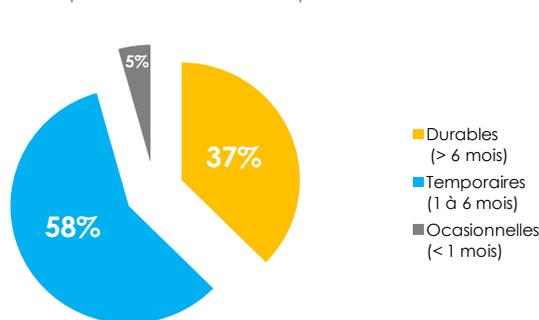
Le nombre d'offre d'emploi a quant à lui **continué sa progression (+14%)** entamée en 2012 pour s'établir à 297 offres déposées en 2014.

Nombre d'offres d'emploi



En matière de durée, se sont les offres temporaires (de 1 à 6 mois) qui sont les plus importantes : elles pèsent **58% du total** soit **173 offres** déposées en 2014.

Repartition des offres par durée



Source : DCSTEP



Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégorie A et B

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois.

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)

Nous avons choisi de ne pas raisonner en taux de chômage car les méthodes de calcul sont variées (BIT, INSEE, Eurostat), elles évoluent souvent et ne permettent pas de faire de comparaisons pertinentes avec les chiffres constatés en métropole.

Synthèse

Tendances 2014	ENTREPRISES			DYNAMIQUES		
	Investissement	Activité	Santé financière	Commerce extérieur	Tourisme	Emploi

La conjoncture plutôt bien orientée et la très légère reprise de l'activité ne se sont **pas encore répercutées sur le résultat net et la santé financière des entreprises** qui tentent en priorité et avec difficulté de **stabiliser leur trésorerie**.

Malgré tout, **les perspectives s'éclaircissent** et les chefs d'entreprises retrouvent petit à petit la confiance dans l'avenir. Preuve en est, les **crédits d'investissement ont atteint un plus haut historique** en 2014, près d'un chef d'entreprise sur deux dit avoir investi en 2015 et près d'un sur quatre pense que 2015 sera une meilleure année que 2014 dans le baromètre des dirigeants de la CACIMA.

Pourtant, le marché restreint et la concurrence forte sur la majorité des activités ampute les entreprises de toute flexibilité sur **les marges qui ont tendance à s'effriter**. Cette tendance, qui pourrait devenir problématique à long terme, **freine une partie importante des entreprises dans leurs initiatives de développement**.

